

**Mme le Président:** Pour présenter une motion de ce genre, il faut le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

\* \* \*

### QUESTIONS OUVRIÈRES

L'ÉTABLISSEMENT DE PROGRAMMES APTES À ENCOURAGER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS LES MARITIMES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

**M. Bob Corbett (Fundy-Royal):** Madame le Président, j'invoque l'article 43 du Règlement pour proposer une motion sur une question importante et urgente. Comme le chômage est monté en flèche dans les provinces maritimes, preuve irréfutable que le budget présenté par le ministre des Finances, originaire des Maritimes, et les autres programmes comme ceux du MEER échouent lamentablement, je propose, appuyé par le député de Halifax-Ouest (M. Crosby):

Que la Chambre enjoigne au gouvernement de mettre sur pied immédiatement de nouveaux programmes sérieux aptes à encourager une croissance économique soutenue et la création d'emplois dans les Maritimes.

**Mme le Président:** Pour être présentée, cette motion exige le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

\* \* \*

### LES AFFAIRES INDIENNES

LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE—LA NOMINATION D'UN GESTIONNAIRE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

**M. Lorne Greenaway (Cariboo-Chilcotin):** Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente et importante. Étant donné que le rapport du vérificateur général, qui sera déposé aujourd'hui, montre que le fonds de développement économique des populations indiennes continue d'être très mal géré, et que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est grandement à blâmer pour avoir proposé de réduire le montant alloué aux prêts de 17 millions de dollars, je propose, appuyé par le député de Prince George-Peace River (M. Oberle):

Que la Chambre enjoigne au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de nommer immédiatement une personne qui soit directement responsable de la gestion du fonds et qui en rende compte.

**Mme le Président:** Une telle motion ne peut être présentée qu'avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

### Questions orales

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

\* \* \*

### LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DÉPÔT DU RAPPORT POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1980

**Mme le Président:** J'ai l'honneur de déposer le rapport du vérificateur général à la Chambre des communes pour l'année financière terminée le 31 mars 1980. Je rappelle aux députés qu'aux termes de l'article 65(1)q) du Règlement, le rapport est renvoyé d'office au comité permanent des comptes publics.

● (1415)

### QUESTIONS ORALES

[Traduction]

#### LES FINANCES

LA HAUSSE DU TAUX PRÉFÉRENTIEL—L'EXPOSÉ DU CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA

**L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le taux de la Banque du Canada vient de faire un bond catastrophique de 1.38 point, pour atteindre 16.14 p. 100.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Kaplan:** Quel est le taux aux États-Unis?

**Mlle MacDonald:** C'est honteux!

**M. Crosbie:** Je fais remarquer au ministre qu'à 16.14, le taux dépasse de 4 p. 100 ce qu'il était quand le ministre a déposé son budget. Ce qui veut dire qu'une hausse du taux préférentiel des banques est imminente. Étant donné que ces taux d'intérêt sont beaucoup plus élevés que l'an dernier, le ministre avait-il prévu une augmentation aussi marquée quand il a préparé son budget il y a à peine quelques semaines? Deuxièmement, consentira-t-il maintenant à renvoyer toute la question des taux d'intérêt au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, pour y faire faire l'étude qui a été empêchée par des élections et le refus du ministre, depuis, de prendre la question en considération? D'autre part, le ministre a-t-il pris une décision quelconque à propos de nouvelles politiques? Il a dit hier. «Je n'ai pas décidé de lancer de nouveaux programmes ni de modifier les mesures budgétaires». Le ministre a-t-il pris le temps d'y réfléchir de nouveau à la lumière des nouvelles alarmantes des derniers jours?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, en réponse à la première question, ni moi-même ni aucun expert à ma connaissance ne pouvions prévoir avec exactitude l'évolution des taux d'intérêt en octobre dernier. Je doute qu'il soit possible de le faire avec précision plusieurs mois à l'avance, surtout si l'on tient compte de l'instabilité qui caractérise actuellement ce secteur, notamment aux États-Unis.